

La France se dirige vers une croissance nulle

di Patrick Artus

La croissance du produit intérieur brut (PIB) n'a été en France que d'environ 1 % par an depuis 2010, et elle plafonne autour de 0,8 % en 2025. Tout laisse penser qu'elle se stabilisera durablement sous le seuil de 1 % par an.

Une dynamique aussi faible entraîne une série d'effets négatifs : progression ralentie des recettes fiscales ; moindre attractivité du territoire pour les investisseurs, qu'ils soient français ou étrangers ; incitation accrue pour les épargnants à placer leur argent à l'étranger ; faible surplus à répartir entre salariés et entreprises, et donc tensions accrues dans le partage de la valeur. Cette prévision d'une croissance anémique est probablement fondée, tant les facteurs défavorables à l'économie française s'accumulent.

Il s'agit d'abord du recul de la productivité du travail : au deuxième trimestre 2025, elle reste 2,2 % en dessous de son niveau du printemps 2019, point haut historique. Certaines causes sont conjoncturelles (survie artificielle d'entreprises peu performantes grâce aux « aides Covid », développement de l'apprentissage...), mais beaucoup sont structurelles : dégradation du système éducatif, comme le montrent les résultats des enquêtes du programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) ; niveau de compétences insuffisant de la population active, selon l'enquête du programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes ; faiblesse des dépenses de recherche-développement des entreprises (1,5 % du PIB, contre 2,4 % en Allemagne et 2,8 % aux Etats-Unis) ; sous-investissement dans les nouvelles technologies.

Deuxième facteur défavorable, le vieillissement démographique. La population des 20-64 ans, moteur de l'activité, passe de 54,2 % en 2020 à 54 % en 2025, et atteindra

53,6 % en 2030. Le recul du taux de fécondité (1,62 en 2024) amplifie cette tendance, les naissances étant désormais inférieures aux décès.

Incapacité collective

Si la productivité recule, et s'il en est de même de la population en âge de travailler, la croissance ne peut venir que d'une source : la hausse du taux d'emploi. On appelle ainsi le pourcentage de la population en âge de travailler ayant effectivement un emploi. Celui des 15-64 ans atteint 69,5 % au deuxième trimestre 2025, contre 69 % un an plus tôt (il n'a reflué que très légèrement au troisième trimestre : 69,4 %). Cette progression provient essentiellement de l'application des réformes successives des retraites. Mais lorsque l'emploi des plus de 60 ans cessera de monter, le taux d'emploi global se stabilisera. Et, sans transformation du système éducatif, la croissance de long terme de la France deviendra nulle.

Troisième handicap : les droits de douane instaurés par l'administration Trump : 15 % sur les importations européennes (50 % sur l'acier et l'aluminium), 30 % sur les produits chinois. D'une part, ils affaiblissent les exportations de la France vers les Etats-Unis (- 12,6 % sur un an) ; d'autre part, ils conduisent les Chinois à rediriger une partie de leurs exportations vers l'Europe. La forte progression des exportations de la Chine vers la France, + 6,7 % sur un an, se fait au détriment des entreprises françaises.

Quatrième caractéristique défavorable à la France : l'incapacité collective à affronter la réalité des finances publiques, en particulier des comptes sociaux. Les enquêtes d'opinion (comme celle de l'IFOP pour BFM-TV en septembre) montrent un rejet massif de toute réduction des dépenses sociales : santé, retraites, prestations diverses. Or ces dépenses représentent 32,3 % du PIB et expliquent les trois quarts de la hausse des dépenses publiques. Refuser de les maîtriser revient à empêcher la stabilisation de la dette, et donc à laisser dériver durablement les finances publiques.

Certes, une crise aiguë des finances publiques reste improbable : la France présente en 2025 un déficit courant faible, ce qui écarte une crise de balance des paiements. Par ailleurs, un défaut souverain de la France entraînerait un choc systémique dans la zone euro, voire la disparition de la monnaie unique : un tel scénario est peu crédible. Le risque réel est plutôt celui d'une hausse lente et continue des taux d'intérêt à long

terme. Le taux à dix ans dépasse déjà le taux de croissance de long terme en valeur (inflation comprise) : 3,4 % contre environ 2,5 %. Une telle situation alimente la dette, freine l'investissement productif et pèse encore davantage sur la construction de logements.

Dernier facteur défavorable, le poids croissant des réglementations et normes. Le secrétariat général du gouvernement, qui mesure le stock de « *mots pour dire des normes* », indique que celui-ci a gonflé de 94 % depuis 2002. Une telle inflation normative alourdit la gestion administrative des entreprises et réduit leur dynamisme.

Pris ensemble, ces éléments rendent difficile tout optimisme quant aux perspectives économiques françaises. Récapitulons : productivité affaiblie par un système éducatif dégradé, compétences insuffisantes et effort de R&D trop limité ; commerce extérieur pénalisé par les tensions commerciales ; dette publique en hausse continue sous l'effet de dépenses sociales non maîtrisées ; environnement réglementaire de plus en plus contraignant.

Le plus préoccupant reste peut-être l'absence d'inquiétude collective face à ces évolutions.

Patrick Artus est conseiller économique d'Ossiam et membre du Cercle des économistes